



Éditorial – Forêts de chez nous – mai 2012

### **130 000 votes à conquérir**

Nous sommes à l'aube d'une campagne électorale et les 130 000 propriétaires forestiers, présents dans tous les comtés ruraux du Québec, cherchent toujours le parti politique qui leur proposera un projet de société. Il faut dire que les propriétaires et producteurs forestiers savent que la forêt privée peut être source de développement économique pour leurs régions en étant à la base d'une industrie de produits forestiers, d'une industrie acéricole et d'une industrie de villégiature et de tourisme. Des dizaines de milliers d'emplois sont directement créés par l'activité exercée par les propriétaires de la forêt privée.

Pourtant, les partis politiques hésitent, comme s'ils ignoraient comment faire la cour à cette clientèle électorale. Ce n'est pas étonnant! Les producteurs forestiers sont échaudés par une crise dans le secteur forestier qui a entraîné une baisse de leurs revenus de 912 millions de dollars, au cours des six dernières années, par une réduction des livraisons de bois aux usines de transformation et une diminution de la valeur des bois sur les marchés. Certains d'entre eux ont dû vendre une partie de leurs terres pour survivre, plusieurs se sont mis en veilleuse en attendant des jours meilleurs, d'autres ont continué d'exploiter leurs forêts en retirant un plus petit bénéfice pour faire vivre leurs familles. L'aide est bien venue pour soutenir les industriels forestiers, mais il y en a eu peu pour les propriétaires et producteurs forestiers et certaines mesures gouvernementales, au contraire, leur ont même nuit sur les marchés.

Les idées pour mettre en valeur les potentiels de la forêt privée ne manquent pas. Notre organisation en propose d'ailleurs plusieurs depuis des années dont, l'utilisation de la fiscalité pour inciter les propriétaires à mettre en valeur leurs forêts et les accompagner dans ce processus. Par exemple, des pays compétiteurs présents sur les marchés internationaux taxent différemment les propriétaires qui aménagent leurs lots boisés, ou remboursent une partie de leurs taxes foncières. D'autres ont créé des régimes permettant aux propriétaires forestiers de protéger de l'impôt le revenu tiré de la vente de bois en prévision de futurs investissements sylvicoles sur leurs propriétés. Ces mesures créent une industrie de l'aménagement forestier à travers le pays et assurent la croissance des forêts nécessaires à une industrie des produits forestiers compétitive. Les propriétaires forestiers ont d'ailleurs mis en œuvre, au cours des derniers mois, une campagne de représentation auprès des députés des comtés ruraux pour les sensibiliser à l'enjeu des taxes foncières. Ces éléments pourraient aisément se retrouver au sein d'une plate-forme électorale.

Il y aura donc 130 000 votes à conquérir pour le parti qui comprendra les propriétaires et producteurs forestiers. Bonne élection.